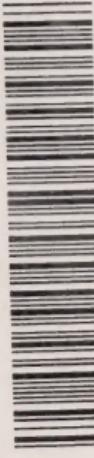


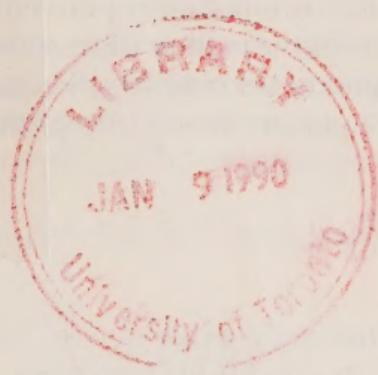
CAI

SG 41

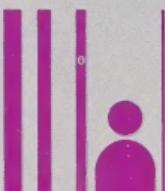
-Z012



3 1761 11638599 8



GRANTING *PAROLE* How the National Parole Board makes decisions



*This brochure is for inmates.
Legal interpretation must be based on the
Parole Act and Regulations. See also the
National Parole Board's publication,
Decision Policies.*

Introduction

The National Parole Board, as part of Canada's criminal justice system, must first help protect people. Most inmates can and will serve their sentences and go on with their lives and obey the law. The Board knows that when you are released at the proper time, with supervision, you have a better chance to live a crime-free life.

To ensure that offenders are released at the right time and with the least risk to reoffend, the Board has developed policies to guide its decisions. These policies describe how the Board makes parole decisions.

Goals

At all times, the Board will try to:

- encourage you to show you are prepared to become a law-abiding citizen;
- provide gradual release under supervision in the community;
- set necessary and reasonable conditions for release; and
- ensure that you, as an offender, and members of the public understand the basis for National Parole Board decisions.

Conditions of release relate to the protection of society and to the need to assist you in returning to the community as a law-abiding citizen.



Deciding about parole

Remember : *Risk to society* is the most important factor in deciding about release. Board members ask two questions about risk:

1. Will you break the law again?
2. If you do return to crime, what *kind* of crime might you commit?

The Board uses information from police, judges, corrections supervisors, the offender, and others in trying to answer these questions. Board members look for ways to lower risk through such things as a good release plan, friends and family, community support, and evidence that an offender has dealt with problems such as alcohol or other drugs.

The way the Board looks at risk depends upon the *type* of offence that was committed. Offences fall into one of two categories:

- Category 1: Violence against people
- Category 2: All other offences

Note: When you have been sentenced for several offences, the Board will always review risk based on the most serious offence.

Risk

Looking at risk takes two steps:

Step 1: Statistics

First, the Board looks at the general chances for success based on a study of offenders in similar circumstances. Case management officers use this information to get a score shortly after an offender enters prison. The score then becomes part of an offender's file. The score is based on such information as:



- age at admission
- marital status
- number of dependents
- employment when arrested
- age at first conviction
- previous sentences
- previous escapes
- previous assaults
- previous break and enter convictions
- previous violent sex offences

This scoring system does not predict whether you or anyone else will or will not reoffend. It only shows that out of a group of offenders like you, a certain number will reoffend. The Board uses this score only as an indicator. It is only one piece of information in your file. Alone, it will not determine whether the Board will grant or deny release.

Background

Board members review all available information about you when you apply for parole. This information might come from:

- institutional staff
- the offender
- police, courts
- victims
- family and friends
- the community
- when necessary, a psychiatric or psychological assessment
- professional opinions and other information must indicate that release would not be an undue risk to society.

Step 2: A deeper look into risk

- You must have benefitted from treatment for any disorder diagnosed by a professional.

- You must have taken part in, and benefitted from, programs that will help you return to society and obey the law. Examples include life skills, native spirituality and elder counselling, literacy training, substance abuse control, employment, and trades or social or cultural programs.
- You must show that you understand what you did and how you hurt someone else.
- You must have a release plan that shows control and support.

If you seem to meet any or all of the first four requirements, the Board may still deny release if the risk is undue. If you do not meet any or all of the first four requirements, the Board may still grant release if the information indicates no undue risk.

REMINDERS

All parole releases demand that offenders accept all conditions imposed to protect society.

The Board may suspend, terminate, or revoke parole whenever risk to society seems to be increasing. The review process is different for provincial inmates. You may request a copy of the NPB publication for provincial inmates.

***Only the National Parole Board
may grant or deny parole.***

For more detailed information about parole, you may contact your case management officer.

The public may write to:
National Parole Board
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0R1

La présente brochure s'adresse aux détenus. Toute interprétation juridique doit se fonder sur la Loi sur la libération conditionnelle et son règlement d'application. Voir aussi les politiques décisionnelles telles que décrites dans l'une des publications de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Introduction

La Commission nationale des libérations conditionnelles, en tant que partie intégrante du système de justice pénale, a pour but premier de protéger la population. Une fois libérés, la majorité des détenus deviennent des citoyens respectueux de la loi. La Commission estime qu'un détenu libéré au bon moment et soumis à une surveillance a de meilleures chances de réussir.

Elle a établi des politiques qui l'aident à prendre les meilleures décisions possibles, de manière à libérer chaque détenu au moment où il présente le moins de risques. Ces politiques décrivent comment la Commission prend ses décisions.

Objectifs

La Commission espère

- vous encourager à démontrer que vous êtes prêt à changer votre mode de vie;
- vous libérer graduellement sous surveillance dans la collectivité;
- fixer des conditions raisonnables sinon nécessaires à votre mise en liberté;
- que, par ses politiques, vous et le public comprenez mieux la façon dont elle rend ses décisions.

Les conditions qui vous seront imposées visent à protéger la société tout en vous aidant à redevenir un citoyen respectueux des lois.

La décision

Le risque que le détenu représente pour la société est le facteur le plus important dont la Commission doit tenir compte dans sa prise de décision.

Les commissaires se poseront deux questions au sujet du risque :

1. Commettrez-vous un nouveau crime?
2. Si oui, quel type d'infraction commettrez-vous?

Pour répondre à ces questions, ils se serviront de renseignements obtenus de la police, des juges, des surveillants du secteur correctionnel, de vous-même et d'autres personnes. Ils chercheront des moyens de réduire le risque, par exemple un projet de sortie réaliste, l'appui de la famille, d'amis et de la communauté, et des preuves que vous avez réglé ou tenté de régler vos problèmes, comme vos problèmes d'alcool ou de drogue.

La façon dont le risque est évalué dépend de la nature de l'infraction. Il existe deux catégories d'infractions :

Catégorie 1 : Violence contre la personne
Catégorie 2 : Toute autre infraction

Nota : Si vous avez été condamné pour plusieurs infractions, la Commission évaluera le risque en se fondant sur l'infraction la plus grave.

RISQUE

L'évaluation du risque se fait en deux étapes :

Étape 1 : Étude statistique

Les commissaires se servent d'abord d'une étude de détenus présentant des caractéristiques semblables. Un score est calculé en tenant compte des renseignements suivants :

- l'âge à l'admission
- l'état matrimonial
- le nombre de personnes à charge
- l'emploi au moment de l'arrestation
- l'âge à la première condamnation
- les peines antérieures
- les évasions antérieures
- les condamnations antérieures pour voies de fait
- le nombre de condamnations antérieures pour introduction par effraction
- le nombre d'agressions sexuelles antérieures accompagnées de violence

Cet instrument statistique ne permet pas de prévoir avec certitude s'il y aura récidive. Il s'agit seulement d'un outil servant à établir le taux approximatif de récidive pour un groupe de détenus ayant le même score que vous. Les commissaires utilisent ce score à titre indicatif seulement; il s'agit d'un renseignement parmi d'autres à votre dossier, et la Commission ne se fondera pas sur lui seul pour décider si elle vous octroie ou vous refuse une mise en liberté.

Étude du dossier

Lorsqu'ils étudient votre demande, les commissaires examinent tous les renseignements dont ils disposent à votre sujet. Ces renseignements peuvent provenir des sources suivantes :

- les employés de l'établissement
- le détenu
- les victimes
- la police et les tribunaux
- la collectivité
- la famille et les amis
- l'évaluation du psychologue ou du psychiatre, si elle s'avère nécessaire
- les opinions et autres renseignements fournis par des spécialistes attestant que votre mise en liberté ne représente pas un risque trop grand pour la société.

Étape 2 : Un examen plus approfondi du risque

Il faudra :

- que vous ayez subi avec succès un traitement approprié si un spécialiste a diagnostiqué des troubles particuliers;
- que vous ayez participé pleinement à des programmes pouvant vous aider à réintégrer la société et à respecter la loi. Par exemple, les programmes de préparation à la vie active, de spiritualité autochtone et de counselling par les Aînés, d'alphabétisation, de traitement de la toxicomanie, d'emploi et d'apprentissage professionnel, et les programmes sociaux et culturels;

- que vous démontriez une compréhension de la gravité de votre crime et du tort que vous avez causé;
- que vous ayez un projet de sortie offrant à la fois contrôle et appui.

Même si vous semblez répondre aux quatre premières exigences, la Commission peut refuser de vous accorder une mise en liberté si elle estime que le risque est trop grand.

Même si vous ne répondez pas aux quatre premières conditions, les commissaires peuvent quand même vous accorder une libération sous condition si les renseignements obtenus indiquent que vous ne constituez pas un risque trop grand pour la société.

N'oubliez pas:

Toute libération conditionnelle exige que le détenu accepte toutes les conditions imposées pour protéger la société.

La Commission peut suspendre ou révoquer n'importe quel type de libération sous condition ou y mettre fin, si le comportement du libéré se détériore au point de présenter un risque pour la société. Le processus d'examen applicable aux détenus sous responsabilité provinciale est différent. La CNLC a d'ailleurs produit un dépliant à ce sujet.

Seule la Commission nationale des libérations conditionnelles a le pouvoir d'octroyer ou de refuser la libération conditionnelle.

Pour de plus amples renseignements sur la libération conditionnelle, vous pouvez vous adresser à votre agent de gestion des cas.

Le public peut écrire à l'adresse suivante :

Commission nationale des libérations conditionnelles
340 ouest, avenue Laurier
OTTAWA (Ontario)
K1A 0R1

1^{er} décembre 1989





National
Parole Board

Commission nationale des
libérations conditionnelles

Document
FBI-Bureau

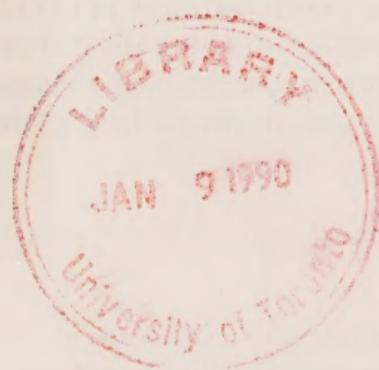
CAI

SG 41

-Z012



3 1761 11638599 8



GRANTING PAROLE How the National Parole Board makes decisions



Canada